

A

V. D. 9343: Création d'un pipe-line
Méditerranée-Rhône-Rhin

Participation S.N.C.F. à la Sté de Transport
de Pétrole Méditerranée-Rhône-Rhin

Lettre M.R.R. à la S.N.C.F.	18. 7.44
Lettre S.N.C.F. à la M.R.R.	21. 7.44
Dépêche du MPI à SNCF	5. 3.45
Lettre S.N.C.F. au M.P.I.	27. 7.45
Copie au M.T.P.	27. 7.45

Participation S.N.C.F. à la Sté de Transport de Pétrole Méditerranée-Rhône-Rhin (pipe-line)

9423

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

- C O P I E -

Paris, le 27 juillet 1945

Comme suite à la décision du
Conseil du 18 juillet 1945

Monsieur le Ministre,

Par dépêche DG 02357/S du 5 mars 1945, M. le Ministre de la Production Industrielle nous a fait savoir qu'il avait invité la Société M.R.R. et le Comité d'Organisation des Combustibles Liquides à reprendre l'étude du projet de conduite Méditerranée-Rhône-Rhin en tenant compte de l'évolution des circonstances.

Il nous a demandé, d'autre part, de saisir notre Conseil d'Administration du principe de ce projet, en application de l'article 36 du Cahier des Charges, et de lui faire part de ses observations.

Le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. a délibéré sur cette affaire le 18 juillet 1945 et a approuvé la position précédemment prise par nous à l'égard du projet de conduite.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir trouver, ci-joint, copie de notre réponse à M. le Ministre de la Production Industrielle.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOUENIER.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics et des Transports.-

9423

100 100 100

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

- C O P I E -

Paris, le 27 juillet 1945.

Comme suite à la décision du
Conseil du 18 juillet 1945

Projet de conduite
Méditerranée-Rhône-Rhin
pour le transport des
hydrocarbures

Monsieur le Ministre,

Vous m'avez fait savoir, par votre lettre DG 02357/S du 5 mars, que vous aviez demandé à la Société M.R.R. et au Comité d'Organisation des Combustibles Liquides, de reprendre l'étude du projet de conduite Méditerranée-Rhône-Rhin en tenant compte de l'évolution des circonstances. Vous m'avez demandé, d'autre part, de saisir le Conseil d'Administration de la S.N.C.F., par application de l'article 36 du Cahier des Charges de la S.N.C.F., du principe de ce projet et de vous faire part de ses observations.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Conseil d'Administration de la S.N.C.F., réuni le 18 juillet 1945, a approuvé entièrement la position antérieurement prise par la S.N.C.F. à l'égard du projet de conduite, telle qu'elle s'exprimait dans la lettre que nous avons adressée à votre département le 27 avril 1943 et dans la note jointe à cette lettre. Vous voudrez bien trouver, ci-joint, copie de ces deux documents.

L'évolution des circonstances ne paraît pas de nature à modifier notre point de vue, bien au contraire. D'une part, en effet, la situation économique de l'Allemagne est telle, au lendemain de la guerre, que l'on ne peut raisonnablement faire aucune prévision au sujet du trafic de transit à destination de ce pays. D'autre part, il est permis d'espérer que la voie du Rhin jouera, à l'avenir, dans l'économie française, un rôle encore plus grand qu'avant cette guerre. Or, cette voie sera en concurrence directe avec la conduite pour le trafic de transit envisagé.

Le fait que le réseau ferré ait subi, depuis 1943, d'importantes destructions, ne modifie en rien les éléments de la comparaison économique entre le transport par la conduite et le

.....

Monsieur le Ministre de la Production Industrielle.-

transport par voie ferrée présentée au Conseil Général des Transports. La remise en état des installations fixes des grandes artères en jeu s'impose en tout état de cause et elle est déjà très avancée. Quant aux locomotives et wagons citernes à construire, il en avait été tenu compte dans cette comparaison.

Nous nous permettons de vous rappeler, Monsieur le Ministre, que le Conseil Général des Transports a adopté, dans sa séance du 31 mars 1942, un avis défavorable à l'égard de ce projet de conduite. Aux termes de ses conclusions, la réalisation d'un tel projet ne devrait être envisagée que si l'on avait la certitude de fixer au profit de l'économie française un courant de transit au moins égal à celui envisagé par les premiers pétitionnaires. Rien, à notre connaissance, ne permet de penser, à l'heure actuelle, que cette condition pourra être remplie.

En l'absence de ce courant de transit, l'exploitation de la conduite ne peut qu'être fortement déficitaire et cela d'autant plus que la S.N.C.F., conformément à l'intention manifestée au cours des débats du Conseil Général des Transports, compte revoir les tarifs applicables aux transports d'hydrocarbures sur les grandes relations pour tenir compte du caractère massif que ces transports vont reprendre au cours des années à venir. La S.N.C.F. soumettra, le moment venu, à l'approbation de M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports une proposition dans ce sens qui fera apparaître, par rapport à la tarification en vigueur, des réductions sensibles de prix, spécialement pour les transports par rames.

En l'état des informations dont il dispose, le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. estime, en conséquence, qu'aucun des éléments de la situation actuelle et aucune des prévisions que l'on peut faire pour la période qui suivra les hostilités ne sauraient justifier la prise en considération du projet de conduite et l'octroi d'une concession aux pétitionnaires ou à tout Groupement qui leur serait substitué.

Au cas, néanmoins, où, en prévision d'une modification ultérieure de la situation économique ou pour des raisons d'ordre supérieur, il serait jugé nécessaire de mettre au point dès maintenant les modalités selon lesquelles pourrait être éventuellement construite et exploitée la conduite, la S.N.C.F. considère que la Société concessionnaire à laquelle serait confiée cette exploitation devrait être placée sous le contrôle de l'Etat et réserver une place importante aux transporteurs actuels. Ce serait, à notre avis, le seul moyen de pallier, dans toute la mesure possible, les conséquences dommageables (soulignées par le Conseil Général des Transports) qu'aurait ce nouvel instrument de transport pour les transporteurs actuels et d'assurer entre les divers modes de transport une efficace coordination. La même solution serait à retenir pour le cas où il serait décidé de continuer après la guerre, pendant quelques

années, l'exploitation au profit de l'économie française des conduites provisoires installées par les Armées Alliées sur notre territoire.

Le fait que la S.N.C.F. se soit fait représenter, en 1944, à diverses réunions tenues au Ministère de la Production Industrielle en vue de mettre au point les modalités administratives et techniques d'une éventuelle concession n'implique pas que nous ayons donné notre adhésion aux dispositions envisagées à cette époque. C'est uniquement à titre d'information que notre représentant a participé à ces réunions et l'ensemble des dispositions qui y ont été arrêtées donne lieu, pour ce qui nous concerne, aux plus expresses réserves.

Nous devons, enfin, souligner qu'il ne faudrait pas conclure de l'exposé ci-dessus que la S.N.C.F. adopte une attitude systématiquement négative à l'égard de tout projet nouveau susceptible de l'atteindre dans son trafic.

C'est ainsi, par exemple, que nous avons donné un avis favorable au projet de conduite Dunkerque-Courchelettes présenté par la Société Générale des Huiles de Pétrole, parce que dans cette espèce, très différente de celle qui nous occupe ici, le transport par conduite de pétrole brut sur un faible parcours offrait sur le transport par fer un avantage marqué.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

94.23
PARIS le 5 Mars 1945

Secrétariat Général à la
Production

D.C. 02357 /S

LE MINISTRE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

à

Monsieur le Président de la Société Nationale des Chemins
de Fer Français
88, rue Saint-Lazare - PARIS -

Monsieur le Président,

Par lettre du 26 Avril 1941, un groupe comprenant la Banque de Paris et des Pays-Bas, l'Omnium Français de Pétroles, la Société Louvroil Montbard Aulnoye, auquel est venue s'adjoindre par la suite la Compagnie Française des Pétroles, a sollicité de l'Etat (Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle) une concession pour installer et exploiter une canalisation destinée au transport d'hydrocarbures liquides entre MARTIGUES sur l'Etang de Berre et un port sur le Rhin dans la région de BALE.

Cette demande a été portée le 30 Mai 1941 à la connaissance du Secrétariat d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et du Secrétariat d'Etat aux Communications. Ce dernier Secrétariat d'Etat a soumis ce projet au Conseil Général des Transports en demandant à la Section Economique et à la Section de Coordination réunies de lui donner un avis au point de vue économique.

La Société Nationale des Chemins de fer Français a participé aux délibérations du Conseil Général des Transports et a eu connaissance en son temps de l'avis émis par celui-ci en date du 31 Mars 1942.

Au cours des réunions qui ont eu lieu en 1944 au Secrétariat d'Etat à la Production Industrielle, et auxquelles vous avez bien voulu participer, il est apparu que les études réalisées par la Société de Transport de Pétrole Méditerranée-Rhône-Rhin (M.R.R.) qui a pris la suite du groupe pétitionnaire, étaient suffisamment avancées pour que puissent être discutées avec fruit les modalités administratives et techniques d'une concession éventuelle.

A cette occasion il avait été retenu qu'il serait opportun que fussent représentés au sein de la Société M.R.R. les divers intéressés : distributeurs et raffineurs, d'une part, la S.N.C.F. et Office National de la Navigation, d'autre part.

La Société M.R.R. et le Comité d'Organisation des Combustibles Liquides viennent d'être invités à reprendre l'étude de la conduite

....

en tenant compte de l'évolution des circonstances.

Néanmoins il me paraît utile de vous demander dès à présent, par application de l'article 36 du Cahier des Charges de la S.N.C.F., de bien vouloir saisir votre Conseil du principe du projet dont il s'agit et de me faire part de ses observations.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

P. le Ministre et par délégation
Le Conseiller d'Etat Secrétaire Général à la Production
Industrielle,

Signé: BLUM-PICARD

9423

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

21 Juillet 1944

C O P I E

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu, par lettre en date du 18 juillet 1944, me faire connaître qu'un Comité de Rédaction devait se réunir prochainement en vue d'établir le texte définitif des projets de Convention et de Cahier des Charges de la canalisation Méditerranée-Rhône-Rhin, et me demander de désigner un représentant qui pourrait participer, dès maintenant, aux travaux de ce Comité.

Je vous remercie de cette proposition. Je dois toutefois rappeler qu'il n'a pas encore été porté à ma connaissance que le Gouvernement ait pris une décision définitive au sujet de la concession de cette canalisation et de son octroi à votre Groupement; la S.N.C.F. n'a d'ailleurs, été saisie jusqu'à ce jour d'aucune proposition officielle impliquant son adhésion expresse et n'a pu, de ce chef, ni prendre une décision formelle, ni recueillir, à son sujet, l'agrément nécessaire des Pouvoirs Publics.

La désignation de mon représentant ne peut, dès lors, que revêtir un caractère strictement officieux qui respecte pleinement, pour l'avenir, la liberté de décision et l'attitude de la S.N.C.F.

Sous cette réserve, je suis heureux de mettre à votre disposition M. BOYAUX, Directeur du Service Commercial de la S.N.C.F. auquel j'ai donné toutes instructions utiles.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Le Président
du Conseil d'Administration,

signé: FOURNIER.

Monsieur le Président
de la Société de Transport de Pétrole Méditerranée-Rhône-Rhin
280, Boulevard Saint-Germain - PARIS (7°)

9423

SOCIETE DE TRANSPORT DE PETROLE
MEDITERRANEE-RHONE-RHIN

C O P I E

Paris, le 18 juillet 1944
280, Boulevard Saint-Germain - PARIS

Monsieur le Président,

Le Comité de Rédaction chargé d'établir le texte définitif des projets de convention et de cahier des charges de la canalisation M.R.R., doit se réunir dans le courant de cette semaine.

En attendant la nomination des administrateurs qui représenteront la Société Nationale des Chemins de fer français au sein de notre Conseil, nous serions heureux que vous veuillez bien désigner la personne qui pourrait dès maintenant participer aux travaux de ce Comité.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de nos sentiments les plus distingués.

Société de Transport de Pétrole
Méditerranée-Rhône-Rhin,

le Président,

HENRY-GREARD

Monsieur le Président de la Société
Nationale des Chemins de fer français.